

Questions orales

M. Oberle: Comme nous l'avons déjà signalé, l'espace est un instrument stratégique important. L'innovation industrielle est une très grande priorité du gouvernement. Le Centre national de recherches ne subit aucune coupe. En fait, de nouveaux programmes, des nouvelles idées et des nouvelles tâches ont été assignés au Centre national de recherches, y compris le programme spatial, le programme de technologie industrielle, le Centre de biotechnologie de Montréal...

M. le Président: A l'ordre, je vous prie.

LE NOMBRE D'EMPLOYÉS DU CONSEIL

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, le Conseil national de recherches emploie maintenant 3 100 personnes. Le ministre pourrait-il nous donner l'assurance que dans un an, le Conseil national de recherches emploiera toujours 3 100 personnes? Autrement, combien en emploiera-t-il dans un an?

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, le Conseil national de recherches a probablement besoin de 800 employés de plus. Je puis donner au député l'assurance que le Conseil national de recherches sera à l'avenir, comme il l'a été par le passé l'un des agents les plus dynamiques et les plus importants chargés de faire entrer le Canada dans le XXI^e siècle et qu'il continuera de jouer un rôle majeur comme par le passé.

* * *

L'ÉNERGIE

LES EMPLOIS CRÉÉS PAR L'INDUSTRIE

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources lequel soutient maintenant que le secteur de l'énergie n'est pas créateur d'emploi. Ces propos contredisent carrément ceux de son prédécesseur selon laquelle ce secteur serait un instrument de croissance créant de 100 000 à 300 000 emplois. Devons-nous en déduire que le ministre compte abandonner le secteur de l'énergie et mettre en chômage 70 000 personnes de plus, outre les 40 000 travailleurs du secteur qui ont déjà perdu leur emploi?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, bien que la question soit fort longue, la réponse est simple. Je n'ai jamais prétendu de telles choses.

[Traduction]

L'AIDE CONSENTIE PAR LE GOUVERNEMENT AU SECTEUR DE L'ÉNERGIE

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, le premier ministre de l'Alberta s'attend de recevoir de l'aide financière du gouvernement fédéral avant la fin octobre. Le ministre peut-il nous dire si cette aide sera immédiatement consentie au secteur de l'énergie ou bien va-t-il se désintéresser totalement du problème?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je dois rencontrer le

ministre albertain de l'Énergie au cours de la semaine prochaine, au début de la semaine suivante. Il me fera grand plaisir de m'entretenir avec lui de ces questions-là.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

LE NON-PAIEMENT D'IMPÔT PAR LES SOCIÉTÉS

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, est-ce que le ministre des Finances pourrait préciser les promesses concernant l'équité du régime fiscal contenues dans le discours du trône de son gouvernement? Au cours de la dernière semaine, nous avons posé des questions sur les quelque 79 000 sociétés canadiennes rentables qui n'ont payé aucun impôt en 1983 malgré des profits de 13 milliards de dollars. Le ministre a-t-il pris la peine d'examiner cette situation? Est-elle la même? Le ministre peut-il dire à la Chambre combien de revenus perd le gouvernement parce que ces sociétés ne paient aucun impôt même si elles font des profits?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je suis convaincu qu'au cours des deux derniers mois, le député a jeté un coup d'oeil sur les diverses modifications que nous avons apportées au régime fiscal. Ces modifications ont porté sur les sujets de préoccupation dont il vient juste de nous faire part. J'apprécie l'appui implicite qu'il donne à toutes les mesures positives que nous avons prises à ce chapitre.

Le député sait que nous avons annoncé notre volonté d'accélérer la réforme du régime fiscal. L'un des éléments clés en est une plus grande équité. Un autre en sera la simplification. Je suis très heureux que le député s'intéresse à ce sujet et je compte sur son appui soutenu.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je tiens à assurer au ministre que je continuerai de m'intéresser à ce sujet mais peut-être pourrait-il répondre à ma question. Est-ce que quelque 80 000 sociétés qui réalisent des profits chaque année continuent à ne pas payer d'impôts? Est-ce que le ministre s'engage à se présenter à la Chambre d'ici la fin du mois avec des chiffres précis faisant état des revenus que nous perdons parce que le gouvernement ne fait pas payer d'impôts à des sociétés qui réalisent des profits?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai répondu à la question du député dans ma première réplique. Nous sommes conscients de ce problème hérité du précédent gouvernement mais nous ne nous sommes pas contentés d'en parler, nous avons agi. Nous avons agi en modifiant la loi sur la cession temporaire de biens, sur le crédit d'impôt à la recherche scientifique et sur les sociétés en commandite. Un certain nombre de choses ont été faites, mais, comme je l'ai déjà expliqué, le travail n'est pas terminé. Je ne l'ai jamais nié. Il reste encore du travail à faire, nous nous sommes mis à l'oeuvre et le député m'en entendra parler sous peu.